

15.- Chute du gouvernement Caballero.

Les staliniens présentent au gouvernement un projet de dissolution du POUM. Caballero refuse. Battu par les staliniens, les socialistes de Prieto et les ministres bourgeois, il démissionne le 15 mai.

16.- Le gouvernement Negrin, "gouvernement de la victoire" (Pasionaria dit).

Epuration des tribunaux, et installation de tribunaux spéciaux pour "actes séditieux". Le 29 juillet on annonce un procès contre 10 membres du Comité Exécutif du POUM. Le 7 août, suspension pour un certain temps de Solidaridad Obrera, organe de la CNT).

Epuration de la police des éléments incorporés après les événements de juillet 1936.

Dans l'UGT, une coalition socialiste de droite et de staliniens déclare dissous le Comité Exécutif de l'UGT, dont la majorité suivait Caballero. Reconstitution d'un nouveau C.E. ayant l'appui du gouvernement.

Usines. Réduction des droits des comités d'usines aux conditions de travail et à la stimulation de la production. Le ministre de la Défense ne passe de commandes qu'aux entreprises fonctionnant "sur la base de leurs anciens propriétaires".

Agriculture: dislocation des entreprises collectives qui subsistaient.

Illustration de cette politique réactionnaire : la session des Cortès le 1er octobre 1937. Absence de Caballero. Présence de Maura, ex-ministre réactionnaire de l'Intérieur et de Portela Valladares, ex-gouverneur général de Catalogne...

17.- La répression en Catalogne et en Aragon :

Le 28 mai, interdiction de La Batalla, organe du POUM. Les "Amis de Durruti" mis hors la loi. Le 16 juin, arrestation de Nin; le 17, interdiction du POUM.

En juillet 1937, des "disparitions" par dizaines et des arrestations par centaines.

Le 18 août, même Companys doit donner sa démission.

Le 11 août dissolution du Conseil d'Aragon (majorité anarchiste). Dissolution des conseils municipaux...

18.- La lutte militaire.

Avant mai 1937 :

Les milices catalanes libèrent l'Aragon, les navires de guerre attaquent les transports de troupes de Franco. Les ouvriers battus à Badajoz et à Irun (là en raison du gouvernement français qui fit arrêter les munitions envoyées par Barcelone).

Rien n'est fait au Maroc (note du ministre des Affaires étrangères, le socialiste Alvarez del Vayo, du 9 février, aux gouvernements français et anglais).